

les cahiers du Conseil d'orientation

Commission transverse

Réunion du 2 décembre 2014

LE COMMERCE

Le conseil d'orientation de l'IRFEDD réunit un groupe d'acteurs sur la formation et l'économie verte en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce document met en évidence l'avancée des travaux de ce groupe de travail.

CONTEXTE

1-3

L'ESSENTIEL

4-5

LES ENJEUX EMPLOI FORMATION

6-8

ILLUSTRATION

9-10

POUR EN SAVOIR PLUS

11

Le commerce et ses métiers

Le commerce consiste à acheter des produits à des tiers pour la revente en état, sans transformation (ou après transformations mineures). Le commerce comprend aussi l'activité des intermédiaires, qui mettent en rapport les acheteurs et les vendeurs (ou bien exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers), sans être propriétaires des produits concernés. La commercialisation d'un bien comprend généralement successivement une activité de commerce de gros (commerce inter-entreprises) suivie, pour la plupart des biens, d'une activité de commerce de détail¹.

Le commerce emploie environ trois millions de personnes en France, dont deux millions pour le commerce de détail et un million pour le commerce de gros, et presque 240 000 personnes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). La grande distribution est le plus important secteur commercial, avec plus de 500 000 personnes travaillant en grande surface en France². Outre la grande distribution, il existe presque autant de secteurs et d'établissements commerciaux que de types de produits de consommation et de modes d'achat et de vente. Parmi les nombreux exemples d'établissements commerciaux, on peut citer : les commerces de gros et de détail de produits agricoles, de produits alimentaires, de boissons, de tabac, de biens domestiques, de véhicules automobiles, d'équipements de l'information et de la communication ; les commerces de détail alimentaire en magasin spécialisé ou non spécialisé ; les boulangeries ; les établissements de vente par correspondance, etc.

Les métiers du commerce les plus représentés en PACA sont les suivants³ :

- caissiers de magasin (19 703 emplois en PACA en 2011) ;
- vendeurs non spécialisés (13 572) ;
- vendeurs en habillement et articles de sport (12 467) ;
- techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants en services auprès d'entreprises ou de professionnels (hors banque, assurance, informatique) (11 999) ;
- techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants en biens de consommation auprès d'entreprises (11 676) ;
- chefs de petites surfaces de vente (salariés ou mandataires) (10 293) ;
- vendeurs en alimentation (10 111) ;
- techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants auprès de particuliers (hors banque, assurance, informatique) (10 032).

Toutefois **les activités commerciales font appel à un spectre de métiers bien plus large que les seuls vendeurs, commerciaux et caissiers**, par exemple : ingénieurs en matériel électrique ou mécanique, architectes salariés, manutentionnaires, responsables logistique, gestionnaires de stock, acheteurs, responsables qualité, secrétaires, etc.

¹ INSEE, 2014. Définitions et méthodes. <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/commerce-de-detail.htm>

² INSEE, 2014. Caractéristiques du commerce. http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=12&sous_theme=1

³ INSEE, 2011. Recensement de la population au lieu de résidence. Traitement des données par l'Observatoire régional des métiers

Vers de nouveaux modèles de production-consommation

Les échanges commerciaux sont reconnus comme un vecteur historique de paix. L'échange de services et de marchandises a également permis d'améliorer grandement le confort et le niveau de vie des populations en augmentant les niveaux de consommation, en élargissant la gamme des biens et services disponibles et en créant de l'activité économique et donc de l'emploi. Les niveaux de consommation n'ont pour ainsi dire jamais cessé d'augmenter depuis l'avènement de l'agriculture, et augmentent de manière très importante depuis la révolution industrielle du XIXème siècle et surtout depuis le milieu du XXème siècle. Le volume annuel de consommation par personne en France est aujourd'hui environ trois fois plus élevé qu'en 1960⁴.

En raison de leurs nombreux bénéfices, le commerce et la consommation en sont venus à être considérés comme une fin en soi et non plus comme un simple moyen d'améliorer notre qualité de vie. **Or les niveaux et les modes de consommation des populations riches sont aussi à l'origine de nombreux problèmes - ceux-là mêmes qui ont fait naître la notion de développement durable comme nécessaire alternative au modèle de société actuel.** Ce modèle est dominé par une forte dépendance vis-à-vis de la croissance économique, qui se traduit par un accroissement continu de la consommation matérielle au-delà même de la capacité du système naturel à produire les ressources nécessaires à cette croissance. La notion de développement durable nous pousse à questionner le bien-fondé de cette croissance et à considérer les effets pervers de niveaux de consommation visiblement devenus excessifs.

Un autre modèle économique est possible et commence à émerger à travers les notions d'économie circulaire et d'économie de fonctionnalité. A l'opposé de notre modèle économique linéaire, qui s'est rendu spécialiste de l'extraction de ressources naturelles et de la production de déchets sans réel effort de valorisation des matières, l'économie circulaire entend s'inspirer de la capacité des écosystèmes naturels à transformer systématiquement les déchets en ressources. **L'économie de fonctionnalité, ou économie de services, est un moyen de favoriser l'économie circulaire en remplaçant la logique de possession des biens de consommation par une logique d'usage.** Dans ce modèle, les consommateurs louent des services plutôt qu'ils n'achètent des biens. Par exemple, les services de location de voiture permettent aux consommateurs de se passer de la possession d'une voiture tout en leur permettant d'en utiliser une lorsqu'ils le souhaitent. Les entreprises proposent ce type de services pour un nombre croissant de produits de consommation : pneus, photocopieurs, ameublement... Elles sont ainsi incitées à renforcer la durabilité de produits dont elles restent propriétaires tout au long de leur durée de vie, et se chargent de les recycler après usage.

On passe ainsi à un système moins consommateur de capital matériel, c'est-à-dire de ressources naturelles, et davantage consommateur de capital immatériel, c'est-à-dire de savoir-faire et d'ingéniosité, d'où une évolution importante des compétences des acteurs du commerce.

⁴ INSEE, 2009. Cinquante ans de consommation en France. <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=CONSO09>

Ces évolutions s'inscrivent aussi dans le concept émergent d'innovation sociale. Le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) définit l'innovation sociale comme consistant « à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers »⁵. Cette recherche d'innovation se traduit par l'émergence de modèles alternatifs de production-consommation, souvent portés par des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS - associations, coopératives...) et où l'utilisateur a un rôle central à jouer. Un exemple typique est celui d'Enercoop, une coopérative associant des particuliers et des entreprises à la fois producteurs et consommateurs d'électricité d'origine renouvelable décentralisée. Ces nouveaux modèles et ces nouvelles structures sont porteurs de nouveaux emplois et impliquent des pratiques métiers qui soient cohérentes avec la culture collaborative spécifique à l'ESS.

⁵ CESS, 2011. Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale. http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20140204/201112_CSESS_GTIS_Synthese.pdf

Enjeux du développement durable dans les pratiques commerciales

Il convient de s'interroger sur les coûts cachés, c'est-à-dire les externalités négatives de notre surconsommation sur la société dans son ensemble, mais aussi sur les consommateurs eux-mêmes. **Le respect du consommateur doit en effet être central à toute pratique commerciale responsable.** Ceci passe par un encadrement plus strict, par exemple, des pratiques de démarchage et des pratiques publicitaires, mais aussi par un renforcement de la qualité et de la durabilité des produits, de la traçabilité des filières et de la transparence des informations relatives aux produits proposés. Le tableau ci-dessous résume les principaux axes d'amélioration des pratiques commerciales en faveur du respect des clients et de l'environnement.

Implications de la prise en compte du développement durable dans les pratiques des entreprises commerciales¹

Axes de travail économie verte dans le commerce et la distribution	Exemples illustratifs
Distribution croissante de produits respectant l'environnement	Elargissement des gammes bio, etc.
	Développement des écolabels et certifications
Diffusions d'informations environnementales	Étiquetage énergétique, contenu carbone, éco-emballage, etc.
	Participation à la sensibilisation citoyenne (usages écoresponsables, lieux de dépôt après usage, etc.)
Gestion des déchets et effluents	Deconstruction / reconditionnement (« seconde vie ») des matériels électriques, électroniques, etc. (toute filière de collecte)
	Traitement des eaux usées selon origine (laboratoires, poissonneries, etc.)
	Tri sélectif des autres déchets
Economies d'énergie et de carbone de la logistique	Optimisation des livraisons fournisseurs
	Gestion optimisée de la chaîne du froid (limitation des pertes)
Economies d'énergie du bâtiment	Réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre (éclairage des surfaces de vente, isolation des chambres froides, etc.)
	Intégration des énergies renouvelables dans la conception des bâtiments (photovoltaïque sur les toits, pompes à chaleur,...)
Rationalisation des emballages	Allègement des emballages que maîtrise le distributeur (marques propres notamment); nouveaux emballages réemployables; sensibilisation des acheteurs à la réduction du coût des suremballages, etc.
Réduction des consommables (papier, carton, plastiques, ...)	Nouvelles tendances propres à la consommation papier : - Dématérialisation des bons de livraison, factures, etc. par EDI, factures électroniques - Baisse de la distribution de catalogues à domicile?
	Diminution / disparition des sacs de caisse
Rationalisation géographique des emplacements des points de vente	Limitation des déplacements des clients par une politique de retour en centre ville
	Prise en compte des nouvelles organisations sociétales

¹ Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, 2012. Etude sur les mutations des emplois et des métiers des secteurs du commerce et de la distribution dans l'économie verte et équitable. Réalisée par le cabinet Ambroise Bouteille et associés - <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Zoom-sur-les-metiers-du-commerce,28428.html>

Le rôle des commerçants se limite aujourd'hui trop souvent à fournir un maximum de biens et services à moindre coût, sans prise en compte des intérêts réels des parties prenantes. Une terminologie propre au management se réfère ainsi aux commerciaux « chasseurs », dont le seul but serait de multiplier les clients. A l'inverse, dans une économie de fonctionnalité, où la vente de l'usage d'un produit se substitue à la vente du produit en tant que tel, les commerciaux dits « éleveurs » vont chercher à identifier le vrai besoin du client, à composer la solution pour répondre au mieux à ce besoin et ainsi à le fidéliser grâce à une offre de qualité². Composer des solutions adaptées oblige par ailleurs l'entreprise commerciale à collaborer en toute confiance avec différents fournisseurs.

Outre le respect du client, les bonnes relations avec les fournisseurs et les achats responsables constituent une autre composante importante des politiques de responsabilité sociétale des entreprises commerciales. Des plateformes en ligne regroupant des fournisseurs engagés dans le développement durable existent dans le but de faciliter la recherche de fournisseurs responsables pour les entreprises (voir « Pour en savoir plus »). De même, les salons professionnels dédiés aux achats responsables se développent pour répondre à des besoins émergents des entreprises, comme en témoigne le succès de SO EKO, le premier salon professionnel des achats responsables en PACA, qui s'est tenu le 25 novembre 2014 à Grasse.

Le nouveau type de relations que l'on peut voir émerger entre commerçants, consommateurs et fournisseurs contribue à la valeur ajoutée immatérielle, jusqu'alors peu valorisée, apportée par les commerces à leurs parties prenantes et à la société dans son ensemble.

Il convient de donner de l'appétence aux entreprises pour ce type de démarches en soulignant l'intérêt de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) en termes d'image de marque et de limitation des risques de boycotts ou de campagnes diffamatoires, d'anticipation réglementaire, d'économies financières ou de perspectives d'aides financières publiques (par exemple celles en faveur de l'innovation sociale), ou peut-être, tout simplement, en faisant appel au sens de l'éthique des responsables d'entreprises.

² E. Delannoy, B. Monfort, 2014. Qualité et développement durable. De la satisfaction du client à la prise en compte des enjeux globaux

Faire évoluer les compétences professionnelles spécifiques

L'intégration du développement durable dans l'enseignement initial se généralise, aidée par la volonté de l'Education nationale et de diverses circulaires ministérielles visant à généraliser progressivement l'éducation au développement durable. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur promeut elle aussi la prise en compte de cette thématique dans les référentiels de formation professionnelle continue, en particulier au travers de la démarche qualité RE.S.E.A.U. (Responsabilité sociale et environnementale pour l'apprenant-usager). L'intégration effective du développement durable aux formations, lorsqu'elle est conscientisée, se fait essentiellement sous la forme de modules de sensibilisation. Mais **pour qu'un véritable changement s'opère dans les pratiques professionnelles, il est nécessaire que la prise en compte du développement durable devienne transversale. Il s'agit donc, au-delà de la simple sensibilisation, d'adapter les formations pour faire évoluer de manière opérationnelle certaines compétences spécifiques aux métiers concernés.**

L'encadré ci-dessous résume, par métier, les principales compétences jugées en évolution dans les secteurs du commerce au regard de la montée en puissance de l'économie verte, selon un rapport commandé en 2012 par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Impacts du développement durable sur les métiers du commerce¹

Métiers d'acheteur et chef de produit :

- Certaines compétences vont évoluer sensiblement : par exemple la meilleure maîtrise de la notion d'éco-conception et de domaines comme la gestion des emballages et la réduction des suremballages ou encore la maîtrise de nouvelles dimensions logistiques. Mais surtout les pratiques de la négociation, cœur de métier de cette activité, vont devoir intégrer plus radicalement les dimensions relatives au développement durable.

Métiers de la gestion de la qualité :

- Il va falloir intégrer plus radicalement la dimension verte au travers, par exemple, de la maîtrise des critères d'acceptabilité ou de rejet d'un produit en fonction de leurs caractéristiques vertes : ces métiers vont devoir utiliser quotidiennement de nouvelles connaissances techniques, suivre de nouveaux process, maîtriser finement la réglementation.

Métiers du technique/ des travaux/ de la maintenance :

- Les métiers des équipes techniques et de la maintenance sur site vont s'enrichir des dimensions relatives à l'organisation et au traitement des déchets, à la recherche de prestataires, au suivi réglementaire et économique des accords, à la gestion de l'énergie du site de vente, etc.
- Les équipes et directions centrales, pour leur part, intègrent déjà largement la dimension verte ; elles vont cependant être conduites à des approches encore plus collaboratives, pour préparer les équipes de magasin à la prise en compte d'équipements toujours plus complexes. Pour elles, les enjeux se posent plus en termes de communication et d'échanges internes.

¹ Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, 2012. Etude sur les mutations des emplois et des métiers des secteurs du commerce et de la distribution dans l'économie verte et équitable. Réalisée par le cabinet Ambroise Bouteille et associés - <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Zoom-sur-les-metiers-du-commerce,28428.html>

Métiers de la logistique :

- Ces métiers ont fréquemment précédé le verdissement des autres fonctions du commerce. Les impacts seront en conséquence limités en termes de compétences nouvelles.

Métiers de la communication :

- Pour les grandes enseignes, le développement des compétences devrait être significatif : maîtrise de nouveaux concepts, gestion de l'affichage environnemental par exemple vont probablement nécessiter de nouvelles approches. Pour les plus petites structures, le développement des compétences devrait être également significatif, mais plus problématique compte tenu de la faiblesse des ressources disponibles et du manque de temps.

Métiers des services juridiques :

- Ces métiers devront prendre en charge les aspects réglementaires liés aux obligations environnementales et à leurs évolutions. C'est dans ce domaine que la charge conséquente du développement du vert dans le commerce sera la plus lourde.

Métiers de la vente :

- Les équipes de la vente seraient plus concernées par un développement de leur sensibilité aux enjeux de l'économie verte, que par une véritable évolution de leurs compétences. La politique commerciale de l'enseigne va entraîner certaines différences en matière de conseil et de maîtrise du vert.

De manière générale, **une montée en compétences techniques est nécessaire pour rendre les produits de meilleure qualité et plus durables. Mais l'évolution vers des pratiques commerciales plus responsables requiert aussi des compétences généralistes relatives à la gestion de projet et à la relation client.**

Les évolutions réglementaires sont très importantes dans ce secteur et suscitent aussi de fortes montées en compétences dans de nombreux métiers. Les évolutions réglementaires poussent de manière croissante à des pratiques de responsabilité sociétale des entreprises. Il est à noter toutefois que certaines actions pourtant favorables au développement durable peuvent se heurter à certains aspects de la réglementation en place. C'est le cas, par exemple, du don de produits non-vendus. Ce type de cas, qui rend d'autant plus nécessaire la connaissance et la maîtrise pratique des réglementations par les acteurs du secteur, constitue aussi un enjeu en matière de formation.

Favoriser la polyvalence, l'autonomie et le regard critique

La formation s'adapte souvent difficilement aux évolutions désormais très rapides de la réglementation, du marché de l'emploi et de la société dans son ensemble. **Les formations commerciales se doivent de prendre en compte ces évolutions pour adapter au mieux les compétences des salariés et futurs salariés aux nouveaux besoins des entreprises, mais aussi pour anticiper, accompagner et encourager des évolutions sociétales sous-jacentes.** En effet les entreprises demeurent assez statiques et conservatrices dans leur ensemble, et ce sont surtout les pressions et encouragements extérieurs qui peuvent faire évoluer leurs pratiques de manière assez profonde pour assurer notre transition vers le développement durable.

S'il est nécessaire de faire évoluer certaines compétences opérationnelles et certains gestes métiers, le changement des pratiques commerciales passera aussi et surtout par une amélioration de la capacité d'adaptation, de l'autonomie et du sens critique des salariés du secteur. Dans les métiers dits « verdissants », comme le sont ceux du commerce, l'évolution des gestes techniques doit être intimement liée à une réflexion autour de questions sociétales afin de donner un sens aux évolutions professionnelles aux yeux des acteurs du secteur. En outre, les salariés du secteur, et en particulier les chefs d'entreprises et les commerciaux, représentent des vecteurs de changement très importants au sein des entreprises. Leur sens critique doit leur permettre de se poser les bonnes questions quant à l'impact des produits vendus et des pratiques de leur entreprise, et de devenir forces de propositions en faveur de pratiques et de modèles alternatifs.

La flexibilité demandée par les employeurs, l'évolution rapide des métiers et la volonté de chacun de s'épanouir en diversifiant les expériences professionnelles font que l'on change de poste de travail voire de métier de plus en plus fréquemment. La formation initiale se doit d'encourager et de faciliter cette recherche de flexibilité en ouvrant les apprenants aux divers métiers, entreprises et pratiques professionnelles qui constituent le monde du travail. Cette tendance s'observe d'autant mieux dans le secteur du commerce, caractérisé par une grande diversité d'entreprises, de pratiques et de métiers, et des formations plutôt généralistes, particulièrement bien placées pour favoriser l'ouverture d'esprit et la polyvalence des futurs salariés. Ainsi, **plutôt que d'opposer les attentes des entreprises en matière d'opérationnalité des salariés d'une part et les besoins de la société d'autre part, former des salariés polyvalents permet à la fois de répondre aux besoins des entreprises et d'anticiper et favoriser les changements sociétaux.**

La prise en compte du développement durable nécessite non seulement une adaptation du contenu des formations, mais aussi des innovations en matière de méthodes pédagogiques et d'ingénierie de formation. Les technologies de l'information et de la communication, avec par exemple le développement de la formation sous forme de MOOC (massive online open courses – cours en ligne à accès ouvert), offrent l'opportunité de construire des réseaux interactifs pour un apprentissage placé sous les signes de la démocratisation et, surtout, de la participation. Il s'agit là de l'un des plus grands défis du système éducatif aujourd'hui si l'on veut favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de citoyens et de professionnels aptes à être les acteurs d'un monde en transition.

Hyper-U Les Arcs sur Argens : une démarche responsable

Le magasin Hyper-U des Arcs sur Argens s'est vu décerner le Trophée RSE Var¹ en 2009. L'engagement de l'entreprise PACA Participation, qui regroupe les magasins Hyper-U Des Arcs, Super-U de Saint Zacharie et Marché-U du Cap Estérel, s'explique d'abord par la volonté du dirigeant, dont la carrière professionnelle a commencé dans une supérette de village, où la proximité avec le client était primordiale. En effet, **respecter les clients et répondre à leurs attentes sont des objectifs centraux de la politique de RSE de l'entreprise**, qui, dès lors, ne devient plus qu'un simple distributeur de produits de consommation, mais aussi un pourvoyeur de services pour le bénéfice des clients. Hyper-U Les Arcs propose par exemple la mise à disposition de fauteuils roulants pour leurs clients à mobilité réduite, un service de commande en ligne et de livraison à domicile avec une large gamme de produits disponibles, et organise des rencontres thématiques permettant aux clients d'échanger des bonnes pratiques (« salon du bébé »...).

Le respect du client passe aussi par une offre de produits dont la qualité est strictement contrôlée. **Un effort est fait pour proposer des produits artisanaux et alimentaires issus de filières locales. Ceci passe aussi parfois par l'accompagnement de petits producteurs vers le système commercial**, par exemple l'aide à la réalisation de fiches produits ou à la mise en conformité vis-à-vis de la réglementation.

Le montage du dossier de candidature d'Hyper-U Les Arcs pour les Trophées RSE a permis de mettre à plat et mieux formaliser les actions RSE du magasin et ainsi révéler que le développement durable était l'affaire de tous les salariés. **Si la coordination de certains aspects RSE est dévolue à la personne responsable du suivi qualité, la politique RSE de l'entreprise prend forme par l'action combinée et indispensable de tous les salariés**. Le rôle des caissières et des caissiers est particulièrement important puisque ceux-ci sont en contact permanent avec les clients et se doivent d'assurer la bonne image de l'entreprise.

L'implication et l'adhésion de tous salariés à la culture de l'entreprise ne nécessite pas de formation formelle au développement durable ou à la RSE en tant que tels. Néanmoins certains éléments spécifiques aux pratiques des salariés sont introduits dans les formations du plan de formation des salariés ou au travers de formations ponctuelles. Par exemple, certains salariés impliqués dans la logistique ont suivi une formation en éco-conduite. Surtout, il existe des procédures internalisées d'intégration et de sensibilisation des salariés de l'entreprise. Tout nouveau salarié est accompagné lors de son premier jour de travail par un collègue plus expérimenté qui l'introduit à la culture et aux pratiques de l'entreprise. Pour la plupart des formations dispensées aux salariés, l'entreprise fait appel au catalogue de formation de l'organisme de formation de Système-U, la coopérative regroupant l'ensemble des magasins U de France.

PACA Participation se veut également exemplaire en matière de gestion sociale des salariés, et propose, outre l'encadrement « humanisé » des salariés et le suivi des parcours professionnels, des offres gratuites de sport, des séances de sensibilisation et d'accompagnement anti-tabac, etc.

¹ Depuis 2006 et 2009 respectivement, les Trophées RSE PACA et les Trophées RSE départementaux récompensent les organisations du territoire de 5 salariés et plus qui ont à cœur de mettre l'homme, l'environnement, la territorialité et les parties prenantes au centre de leurs préoccupations et de façon transversale. Voir <http://rdv.rsepaca.com/index.html>

L'engagement de PACA Participation pour le développement durable n'est pas isolé. **La volonté personnelle du dirigeant s'inscrit en droite ligne dans la politique globale de Système-U, qui est en effet reconnu comme une référence en matière de responsabilité sociétale dans le secteur de la grande distribution.**

Formations économiques et commerciales intégrant le développement durable

Le Master « commerce international équitable et développement », dispensé par l'Université de Toulon, ouvre les étudiants à des connaissances et des outils pour mieux appréhender les limites posées par le commerce international conventionnel et favoriser des méthodes alternatives. Cette formation attire de nombreux étudiants issus de formations commerciales souhaitant donner davantage de sens à leur future profession que ne pourrait le faire une carrière dans le commerce conventionnel. Les étudiants du Master effectuent plusieurs mois de stages dans des organismes de développement, des entreprises de commerce équitable ou dans les services « commerce équitable » ou « gestion des déchets » de grands distributeurs, par exemple. Le contenu de la formation n'a cessé d'évoluer depuis sa création en 2009 pour s'adapter aux demandes des étudiants et aux évolutions du marché de l'emploi. Ainsi, les thèmes de la finance solidaire, de la micro-finance, de l'économie de l'environnement et du marketing international ont désormais leur place dans le programme de formation. Le contrôle qualité est un autre sujet en demande croissante de la part des étudiants et des employeurs. Tous ces sujets font l'objet d'interventions de la part de professionnels du secteur privé comme du secteur public (Organisation mondiale du commerce, Ecocert, Ethicable...), dont le rôle est de nourrir les étudiants d'informations concernant les divers métiers qui s'ouvrent à eux. Pour assurer l'approche transversale nécessaire au développement durable, il est demandé à chaque enseignant d'intégrer des éléments transdisciplinaires dans leurs modules.

L'organisme de formation Performance Méditerranée propose à Marseille et à Salon-de-Provence un Baccalauréat professionnel « vente » spécialité « développement durable » en partenariat avec l'IRFEDD. L'intégration de notions relatives au développement durable s'est d'abord faite de manière modulaire, avec 70 heures de face-à-face avec les apprenants spécifiquement consacrées à des thématiques telles que la responsabilité sociétale des entreprises, l'économie de fonctionnalité, les nouveaux modes de consommation, les écolabels, l'évolution des métiers de la vente au regard du développement durable, etc. Cette approche s'est doublée d'un accompagnement des formateurs des matières générales comme des matières professionnelles à la prise en compte de ces thématiques dans leurs propres cours. Ce travail a conduit à l'élaboration d'un manuel associant chaque élément du référentiel de formation à des concepts, des exemples d'exercices, des outils et des supports pédagogiques permettant d'aborder en filigrane le développement durable et la RSE tout au long de la formation. Cet accompagnement et ce manuel ont permis de rendre les formateurs autonomes pour intégrer de manière transversale le développement durable dans leurs cours. Ceci permettra à partir de 2015 d'abandonner le module spécifique, incitant ainsi les apprenants à appréhender le développement durable comme un état d'esprit et un automatisme professionnel plutôt que comme une discipline en tant que telle.

Sites Internet et publications mentionnés dans ce cahier :

- Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, 2012. *Etude sur les mutations des emplois et des métiers des secteurs du commerce et de la distribution dans l'économie verte et équitable*. Réalisée par le cabinet Ambroise Bouteille et associés : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Zoom-sur-les-metiers-du-commerce.28428.html>
- Institut Inspire sur l'économie circulaire : <http://www.inspire-institut.org>
- Plateformes de fournisseurs responsables :
 - <http://www.achetons-solidaires-paca.com>
 - <http://www.eco-sapiens.com>
- Système-U : <https://www.magasins-u.com>
- Trophées RSE PACA : <http://rdv.rsepaca.com/index.html>
- Université de Toulon, Master Commerce international équitable et développement : <http://www.univ-tln.fr/Master-Developpement-Economique-Spe-Commerce-International-Equitable.html>
- Performance Méditerranée, Baccalauréat professionnel Vente option Développement durable : <http://www.performance-med.com/vente-et-commerce/bac-pro-vente-option-developpement-durable.html>

L'IRFEDD remercie l'ensemble des participants :

DELANNOY Emmanuel (Institut Inspire) ; GOMEZ Vincent (Union nationale des syndicats autonomes PACA) ; GUERIN Thomas (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire PACA) ; HAROUCHE Annelise (PACA Participation) ; JOYET Lionel (Union régionale des organismes de formation PACA) ; MAZEL Philippe (Groupement régional des acteurs de la formation / Performance Méditerranée) ; NOVEL Sylvia (Université du Sud Toulon-Var) ; VALS Alain (Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille - Délégation académique à la formation professionnelle initiale et continue).

NB : les échanges des participants au sein de cette commission contribuent à la construction d'une réflexion collective présentée dans ce document. Celui-ci n'a pas pour objet de reproduire chacun des propos exposés. Les travaux menés dans le cadre de cette commission pourront être complétés lors de réunions ultérieures.

Directeur de la publication : Philippe Lebarbenchon

directeur général de l'IRFEDD

Réalisation : Isabelle Richaud

chargée de mission IRFEDD

Conception : Léa Robert - IRFEDD

Contact :

IRFEDD

Europôle de l'Arbois, Bâtiment Martel

Avenue Louis Philibert

13100 Aix-en-Provence

Tél. : 04 42 61 17 29

Mail : contact@irfedd.fr



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur